

Date: Le 20 mai 2026

CONTRAT D'ACHAT

1. PARTIES

VENDEUR

Surya Mines SARL

669 av. Kimbangu Coin Kapenda, Quartier Kiwele, commune de Lubumbashi, Lubumbashi, Haut-Katanga, R.D. Congo

ACHETEUR

LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO

Unité n° : 30-01-4824

Jewellery & Gemplex 3, parcelle n° :

DMCC-PH2-J&GPlexS

Jewellery & Gemplex,

Dubaï, Émirats arabes unis

2. DURÉE

Le présent contrat entrera en vigueur à la date indiquée ci-dessus.

Le Vendeur livrera la Quantité au cours de la Durée. La « **Durée** » débutera à la première des deux dates suivantes : (i) le 30 mars 2026 et (ii) la date à laquelle le Projet sera prêt à l'exportation (la « **Date de début** ») et prendra fin le 30 octobre 2029 (« **Date de fin** »).

Si le Vendeur n'est pas en mesure de livrer la Quantité minimale cumulée avant la Date de fin, il aura la possibilité de reporter la Date de fin à une date ne dépassant pas le 30 octobre 2030 afin de livrer ladite Quantité minimale cumulée.

Sous réserve des autres dispositions du présent Contrat, le Vendeur n'aura pas le droit de résilier le présent Contrat, pour quelque raison que ce soit, nonobstant toute disposition contraire prévue dans le présent Contrat, ou pour quelque motif que ce soit en droit, en équité ou autre.

3. PRODUIT

Le Vendeur livrera des cathodes de cuivre non enregistrées auprès du LME, contenant au moins 99,99 % de cuivre, provenant du projet cuprifère de Surya Mines (le « **Projet** ») situé dans la zone PE 754, sur le territoire de Kambove, en République démocratique du Congo (le « **Produit** »).

Le Produit doit être conforme aux spécifications et aux exigences de qualité énoncées à la clause 5 ci-dessous.

Dr. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRÈTE
ASSERMENTÉ PRÈS LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI,
AGREE & JURE, ORD. No. 986/07 DU 18/10/2007
Page 1 sur 14
REP. DEM. DU CONGO

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Achat entre Surya Mines SARL (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO, Ord 986/07 du 18 Oct. 07, Près le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@lucy.com, willykoff@lucy.com, Téléphone : +243997023743/+243854837157.

4. QUANTITÉ

La totalité des droits du Vendeur sur le Produit issu du Projet pendant la Durée, avec un minimum de 29.625 tonnes (« **Quantité minimale totale** »).

La Quantité sera livrée en plusieurs livraisons réparties uniformément (sous réserve des contraintes opérationnelles et logistiques) conformément au calendrier ci-dessous, sauf accord contraire écrit entre les parties.

Période de livraison	Quantité minimale trimestrielle (MT)
Date de début : 30 juin 2026	750
Du 1 ^{er} juillet 2026 au 30 septembre 2026	1.500
Du 1 ^{er} octobre 2026 au 31 décembre 2026	1.500
Du 1 ^{er} janvier 2027 au 31 mars 2027	1.500
Du 1 ^{er} avril 2027 au 30 juin 2027	1.875
Du 1 ^{er} juillet 2027 au 30 septembre 2027	1.875
Du 1 ^{er} octobre 2027 au 31 décembre 2027	1.875
Du 1 ^{er} janvier 2028 au 30 juin 2028	1.875
Du 1 ^{er} avril 2028 au 30 juin 2028	1.875
Du 1 ^{er} octobre 2028 au 31 décembre 2028	1.875
Du 1 ^{er} janvier 2029 au 31 mars 2029	1.875
Du 1 ^{er} avril 2029 au 30 juin 2029	3.750
Du 1 ^{er} juillet 2029 au 30 septembre 2029	3.750

5. QUALITÉ

Le Produit doit présenter une teneur minimale en cuivre de 99,99% et être conforme aux spécifications chimiques et physiques des cathodes de cuivre de catégorie A telles que définies par le London Metal Exchange (« **LME** »), notamment en vertu de la spécification LME relative aux cathodes de cuivre de catégorie A.

Si la qualité du Produit n'est pas conforme aux spécifications ci-dessus, les deux parties s'efforceront de convenir, au cas par cas, d'une remise applicable pour ce Produit non conforme. Si les deux parties ne parviennent pas à s'entendre, l'Acheteur aura le droit de refuser le Produit et de réclamer des dommages-intérêts et le remboursement des frais.

6. LIVRAISON

Le Vendeur livrera le Produit à l'Acheteur ou à son cessionnaire à la frontière désignée de la République démocratique du Congo (« **RDC** ») selon les conditions FCA (Incoterms 2020) (le « **Point de livraison** »). Le Vendeur communiquera l'adresse complète du Point de livraison au plus tard 20 jours calendaires avant la date prévue pour le chargement à ce Point de livraison.

Dr. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRES LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI,

Page 25/31 & JURE, ORD. No. 986/07 DU 18/10/2007

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Adjudication des Mines SARL (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18 Oct. 07, Près le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@expedition.fr, willykoff@expedition.com, Téléphone : +243997023743/+243854837157.

Le Vendeur chargera le Produit sur les camions de l'Acheteur, les frais de chargement depuis le site de l'usine étant à la charge du Vendeur, et assurera un accès sécurisé aux installations du Point de livraison pour le chargement des camions mis à disposition par l'Acheteur.

Le Produit sera conditionné en paquets cerclés par des bandes d'acier adaptées et sûres pour le transport sur de longues distances.

7. DÉSIGNATION

Les Vendeurs devront désigner la quantité mensuelle à livrer à l'Acheteur ou à son cessionnaire/mandataire au plus tard vingt-cinq (25) jours calendaires avant le début de chaque mois pendant la Durée du contrat.

8. PRIX FINAL

Le prix final par tonne métrique du Produit sera calculé comme suit :

Prix final = Prix de base $\pm$ Alpha — Ajustement de la remise CIF — Remise logistique

Où :

« **Prix de base** » désigne le prix moyen officiel de règlement au comptant du cuivre de catégorie A sur le LME pour la période de cotation applicable.

« **Période de cotation** » désigne soit le mois M+1, soit le mois M+2, à déclarer par l'Acheteur au plus tard le dernier jour de chaque année civile pour le Produit devant être livré au cours de l'année civile suivante.

« **M** » désigne le mois effectif de livraison du Produit, tel qu'attesté par la liste de chargement des camions émise par le transporteur désigné.

« **Alpha** » désigne la prime ou la décote fixe appliquée au prix de base. L'Alpha applicable aux produits livrés au cours d'une année civile doit être convenu d'un commun accord entre les parties au plus tard le 15 décembre de l'année précédente. À défaut d'accord entre les parties sur l'Alpha pour une année civile donnée, l'Alpha correspondra à la moyenne des cours acheteur et vendeur de la prime mensuelle CIF Shanghai EQ (prime variable) pour le cuivre cathodique EW de qualité A, telle que publiée par Fastmarkets ou un organisme reconnu ayant pris le relais pour la période de cotation applicable.

*« **Ajustement de la décote CIF** » :

- (a) Les parties ont convenu d'une remise de 950 USD par tonne de cathode de cuivre livrée à l'acheteur sur une base CIF au titre de la remise logistique, de la remise sur la qualité et d'autres frais administratifs, etc.

Dr. WILLYKOFF LUKENGO
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRES LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI
AGREE & JURE, ORD. No. 986/07 DU 18/10/2007
REP. DEM. DU CONGO

Page 3 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Achat entre SURYA VAROS SARL (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES F&CO (Acheteur) » ; par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18 Oct. 07, Près le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@lucy.com, willykoff@lucy.com, Téléphone : +243997023743/+243854837157.

9. DÉTERMINATION DE LA QUALITÉ ET DE LA QUANTITÉ

Le Vendeur fournira à l'Acheteur sa procédure opératoire standard (POS) pour la pesée, l'échantillonnage et la détermination de l'humidité. Cette POS sera soumise à l'examen et à l'acceptation de l'Acheteur.

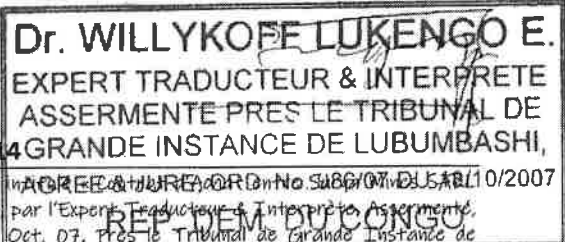
Le poids indiqué sur le bon de livraison du Producteur et la qualité enregistrée dans les certificats d'analyse d'un laboratoire indépendant, tous deux fournis par le Vendeur à l'Acheteur conformément à l'article 10 ci-dessous, seront définitifs et contraignants uniquement à des fins de facturation.

La pesée et l'échantillonnage du Produit seront supervisés et vérifiés par un inspecteur indépendant agréé par les parties. Le Vendeur s'assurera que les balances sont étalonnées et fournira les certificats d'étalonnage à jour sur demande de l'Acheteur. L'Acheteur est en droit d'exiger la suspension des opérations de pesée jusqu'à la fin de l'étalonnage des balances. Les frais de l'inspecteur indépendant seront à la charge du Vendeur.

La qualité du Produit sera déterminée par une analyse réalisée par un laboratoire indépendant agréé par les parties, à partir d'échantillons représentatifs prélevés conformément aux normes industrielles. Les frais du laboratoire indépendant sont à la charge du vendeur.

L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'arrivée du produit dans son entrepôt (ou autre installation) ou celui de son client, au port de déchargement final, pour contester sa qualité. Sur notification écrite de l'acheteur, le vendeur et l'acheteur désigneront conjointement un organisme de contrôle tiers internationalement reconnu (l'« **Inspecteur Indépendant** ») pour effectuer des prélèvements et des analyses dans l'entrepôt (ou autre installation) de l'acheteur ou de son client, au port de déchargement final. Les résultats de ces analyses seront définitifs et contraignants pour les parties. Les frais de prélèvement, d'analyse et tous les frais liés à la mise à l'écart des lots concernés seront à la charge de la partie contre laquelle les résultats de l'Inspecteur Indépendant sont établis.

L'acheteur dispose également d'un délai de 30 jours à compter de la date d'arrivée du produit dans son entrepôt, au port de déchargement final, pour contester le poids/la quantité du produit. Si l'écart de poids entre la quantité facturée par les vendeurs et le poids constaté à destination finale de l'acheteur dépasse 0,15 %, les vendeurs et l'acheteur désigneront conjointement, sur notification écrite de ce dernier, un organisme de contrôle tiers internationalement reconnu pour procéder à une nouvelle pesée à destination finale. Le résultat de cette nouvelle pesée sera définitif et contraignant pour les parties. Les frais de cette nouvelle pesée, ainsi que tous les frais liés à la mise à l'écart des lots concernés, seront à la charge de la partie contre laquelle les résultats de l'organisme de contrôle indépendant sont défavorables.



Page 4 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « **AGREEMENT** » entre LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) et WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18 Oct. 07, Prés le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@proton.fr, willykoff@proton.com, Téléphone : +243997023743/+243854837157.

10. PAIEMENT

11.1. L'acheteur effectuera le paiement du prix final de chaque facture émise pour le produit, la livraison étant effectuée à la frontière désignée de la RDC.

Sauf disposition contraire du présent contrat, le paiement du produit sera effectué en dollars américains par virement télégraphique. Les obligations de paiement de l'acheteur seront considérées comme dûment remplies au moment du débit des fonds sur son compte bancaire.

11.2 Le paiement des marchandises, conformément au présent contrat, est subordonné à la réception des documents requis et conformes, spécifiés au paragraphe ci-dessous.

11.3 Le vendeur présentera les documents suivants à l'acheteur dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant le paiement :

- a. Facture provisoire du vendeur, dont le montant sera calculé sur la base du prix au comptant LME moyen des cinq jours de cotation LME précédant la date d'émission de la facture provisoire (le « prix provisoire ») ;
- b. Certificat d'origine du producteur ;
- c. Le solde sera transféré à l'autre partie par virement télégraphique dans les 3 jours ouvrables suivant la réception de la facture (ou de l'avoir) du vendeur, laquelle devra être émise dans les 3 jours ouvrables suivant la connaissance de tous les détails définitifs nécessaires au calcul du prix final conformément à l'article 9. Certificats d'analyse du producteur, attestés par l'expert de l'acheteur si ce dernier le désigne ;
- d. Liste de colisage du producteur indiquant les lots et les poids, attestée par l'expert de l'acheteur si ce dernier le désigne.

Une fois les documents prêts après le chargement des camions, le vendeur fournira sans délai, à la demande de l'acheteur, le certificat d'origine délivré par la Chambre de commerce de la RDC.

11. JOURS NON OUVERTS

Si la date d'échéance du paiement tombe un samedi ou un jour férié bancaire de la Réserve fédérale de New York autre qu'un lundi, le paiement sera dû le jour ouvrable bancaire précédent. Si la date d'échéance du paiement tombe un dimanche ou un lundi, jour férié bancaire de la Réserve fédérale de New York, le paiement sera dû le jour ouvrable bancaire suivant de la Réserve fédérale de New York.

12. RISQUES ET PROPRIÉTÉ

Les risques et la propriété du Produit livré en vertu du présent Contrat sont transférés du Vendeur à l'Acheteur lorsque le camion transportant le Produit quitte le Point de Livraison.

Page 5 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat de Vente de Produits Miniers » par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18 Oct 07. Prés le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@quatre.fs, willykoff@z.com, Téléphone : +243997023743/+243654837157.

Dr. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRES LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI
AGREE & JURÉ ORD 986/07 DU 18 OCT 07
REP. DEM. LUKENGO

13. FORCE MAJEURE

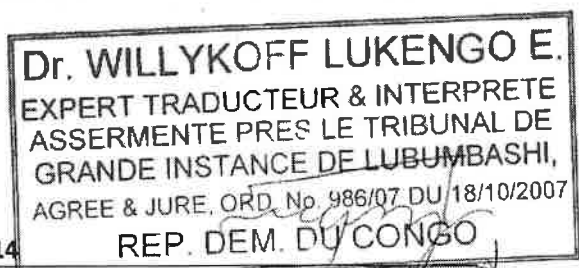
Ni le Vendeur ni l'Acheteur ne seront responsables des dommages ou autres préjudices résultant d'un manquement, d'un retard, d'un obstacle, d'une réduction, d'une perturbation, d'une limitation ou d'une impossibilité d'exécuter leurs obligations en vertu du présent Contrat, dans la mesure où la partie concernée prouve que ce manquement est dû à un cas de force majeure, notamment :

- a. la guerre, déclarée ou non, la guerre civile, les émeutes et les révolutions, les actes de piraterie, les actes de sabotage, les menaces ou actes terroristes ;
- b. les catastrophes naturelles telles que les tempêtes violentes, les cyclones, les tremblements de terre, les raz-de-marée, les inondations, la destruction par la foudre, les périls de la mer, la sécheresse ;
- c. Explosions, incendies, pannes ou destructions de terminaux et d'installations de toute nature, accidents miniers ou de machines, embargos ou retards sur le réseau ferroviaire ou portuaire ;
- d. Épidémies (y compris, sans limitation, toute mesure de quarantaine ou de confinement associée) ;
- e. Tout manquement à une loi, un règlement ou une ordonnance, ou à un ordre, une demande ou une requête d'une autorité ou agence internationale, nationale, portuaire, de transport, locale ou autre (y compris l'Agence internationale de l'énergie (« AIE »)), ou de toute personne prétendant être ou agir au nom d'une telle autorité ou agence, ou de toute société contrôlée directement ou indirectement par l'une d'elles ;

chacun de ces événements constitue un « **Cas de Force Majeure** ».

La partie dont l'exécution est ainsi affectée en informe l'autre partie dans les meilleurs délais, en précisant la nature du Cas de Force Majeure et, si possible, en indiquant sa durée prévue.

La partie qui sollicite une mesure de force majeure (la « **Partie bénéficiaire** ») doit, dans les meilleurs délais (si possible dans les 24 heures) suivant la survenance de l'événement de force majeure, en informer l'autre partie par écrit, en précisant la nature de cet événement, ses conséquences, ou les conséquences raisonnablement prévisibles, sur sa capacité à exécuter ses obligations, la mesure de force majeure sollicitée et son intention de se prévaloir de la présente clause. La Partie bénéficiaire met en œuvre tous les moyens raisonnables pour atténuer et surmonter les effets de l'événement de force majeure et, pendant toute la durée de celui-ci, tient l'autre partie informée, dès que possible, de son étendue et de sa durée prévue.



Les obligations respectives des parties au titre du présent contrat sont suspendues et le délai d'exécution de leurs obligations est prolongé pendant toute période durant laquelle l'exécution de ces obligations est empêchée, entravée, réduite ou retardée en raison d'un cas de force majeure. Si l'exécution de l'une de ces obligations est empêchée, entravée, réduite ou retardée pendant plus de soixante (60) jours consécutifs, l'acheteur peut résilier la ou les livraisons concernées par notification écrite au vendeur, sans préjudice des droits et obligations des parties nés avant le cas de force majeure.

Aucune disposition de la présente clause ne saurait limiter ou empêcher l'application de la doctrine de la force majeure (y compris la frustration de l'entreprise, de l'objet ou du présent contrat).

14. CESSIION

L'acheteur peut céder ou transférer ses droits et obligations au titre du présent contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit préalable du vendeur. L'acheteur demeure solidairement responsable avec le cessionnaire ou le bénéficiaire du transfert de l'exécution intégrale de ses obligations au titre du présent contrat, sauf convention contraire écrite.

15. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Nonobstant toute autre disposition du présent contrat, aucune partie ne sera responsable envers les autres, que ce soit au titre du présent contrat ou en relation avec celui-ci, que ce soit sur le plan contractuel, délictuel (y compris en cas de négligence), en cas de manquement à une obligation légale ou autrement (prévisible ou non et quelle qu'en soit la cause), pour (a) tout dommage indirect ou consécutif ou toute dépense ; et b) dans la mesure où cela ne constitue pas un préjudice indirect ou consécutif, toute perte de bénéfices anticipés, l'arrêt ou la réduction de la production d'une raffinerie ou d'une usine, l'atteinte à la clientèle, à l'usage, à la réputation commerciale, aux recettes ou contrats d'exploitation ou aux opportunités commerciales.

16. DROIT APPLICABLE

Le présent Contrat et tout litige ou réclamation en découlant ou s'y rapportant, y compris toute question relative à son existence, sa validité ou sa résiliation, ainsi que les litiges ou réclamations non contractuels, sont régis par le droit anglais et interprétés conformément à celui-ci.

17. ARBITRAGE

Tout litige ou réclamation découlant du présent Contrat, de son objet, de son existence, de sa validité, de sa formation ou de sa résiliation, y compris les litiges ou réclamations non contractuels, sera soumis à un arbitrage et tranché définitivement conformément au Règlement d'arbitrage du Centre international d'arbitrage de Dubaï (DIAC) en vigueur à la date de l'arbitrage, lequel Règlement est réputé incorporé par référence à la présente clause. Tout arbitrage engagé en application de la présente clause sera administré par le

Page 7 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Achat entre Saraya Mines SRI (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FECCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur et Interprète Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18/10/2007 du Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@lucase.fr, willykoff@tribunal.com, Tél : +33 (0)3 20 90 23 71 / +243 81 283 7171

WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR ET INTERPRETE
AGREE ET JURE, ORD N° 986/07 DU 18/10/2007
REP. DEM. DU CONGO

DIAC. Le tribunal arbitral sera composé de trois (3) arbitres. Chaque arbitre devra posséder une expérience des litiges relatifs au commerce des matières premières. Le siège de l'arbitrage sera Dubaï, aux Émirats arabes unis. La langue de l'arbitrage sera l'anglais. Il est entendu que la présente clause n'empêche aucune des parties d'engager une procédure devant toute autre juridiction afin d'obtenir des garanties ou toute autre mesure conservatoire ou accessoire, ou de faire exécuter une sentence arbitrale.

Afin de faciliter le règlement global des litiges connexes, les arbitrages relatifs aux réclamations connexes entre les parties en vertu du présent Contrat et/ou de la Facilité de prépaiement seront regroupés en un seul arbitrage (que des procédures de règlement de ces litiges aient ou non déjà été engagées).

18. AUTRES DISPOSITIONS

Sauf disposition contraire, et en l'absence de conflit avec les dispositions du présent Contrat, les Incoterms 2020 s'appliquent.

Chacune des parties au présent Contrat convient et s'engage envers l'autre à respecter et à agir conformément à toutes les lois, règles, réglementations, décrets et/ou ordonnances gouvernementales applicables dans le cadre du présent Contrat.

La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises de Vienne de 1980 ne s'applique pas au présent Contrat.

19. IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (E&S)

Dans le cadre de l'exécution du présent Contrat :

- a. Chaque partie déclare, garantit et s'engage envers l'autre partie à respecter et à agir en permanence conformément à toutes les lois, réglementations, décrets, ordonnances, permis, arrêtés et/ou règles de toute juridiction applicable aux Parties et relatives à la santé, la sécurité, l'environnement et les droits humains, du travail et communautaires ; et
- b. Chaque partie s'engage à mener ses activités de manière :
 - i. conforme aux normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à promouvoir ces normes et principes dans sa chaîne d'approvisionnement, et à inclure, dans la mesure du possible et lorsque cela est raisonnable, des dispositions au moins aussi contraignantes que celles prévues dans la présente clause dans ses contrats avec ses fournisseurs directs et ses sous-traitants ;
 - ii. de manière à prévenir et à minimiser les atteintes aux droits de l'homme.

Dr. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRES LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI,
AGREE & JURE, ORD. No. 986/07 DU 18/10/2007
REP. DEM. DU CONGO

« Normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme » désigne les droits de l'homme internationalement reconnus, notamment ceux énoncés et/ou mentionnés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et les Principes directeurs internationaux et des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011).

Chaque partie doit, sur demande raisonnable, fournir à l'autre partie toutes les informations et/ou tous les documents raisonnablement nécessaires pour vérifier sa conformité aux exigences de la présente clause.

En cas de manquement substantiel à la présente clause par l'une des parties, et si ce manquement concerne des questions directement liées au présent Accord, les parties coopéreront (en agissant de manière raisonnable) afin de régler le problème rapidement et efficacement, dans le but d'y remédier et d'empêcher toute violation future. Tout recours sera convenu d'un commun accord entre les parties (en agissant de manière raisonnable). Ce recours convenu sera le seul disponible en cas de manquement substantiel à la présente clause concernant des questions liées au présent Contrat.

20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les parties au présent Contrat conviennent et s'engagent l'une envers l'autre à respecter, dans le cadre du présent Contrat, toutes les lois, règles, réglementations, décrets et/ou ordonnances officielles des gouvernements du Royaume-Uni, de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique, de Singapour ou de toute autre juridiction applicable, en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Si l'Acheteur estime raisonnablement que le Vendeur manque à l'une quelconque de ses obligations au titre de la présente clause, l'Acheteur peut résilier le Contrat immédiatement par notification écrite (justifiée par des preuves raisonnables) adressée au Vendeur, sans préjudice des droits de l'Acheteur en vertu du présent Contrat ou de manière générale.

21. CONTRÔLES COMMERCIAUX

Nonobstant toute disposition contraire des présentes, aucune Partie ne sera tenue d'agir de quelque manière que ce soit ni d'exécuter une obligation, et rien dans le présent Accord n'est destiné, ni ne doit être interprété comme obligeant ou incitant une Partie à agir de quelque manière que ce soit ou à exécuter une obligation par ailleurs requise par le présent Accord (y compris, sans limitation, l'obligation (a) d'exécuter, d'accepter, d'acheter, de payer ou de recevoir des sommes d'argent à, de ou par l'intermédiaire d'une personne ou d'une entité, ou (b) de se livrer à tout autre acte) si cela devait constituer une violation, être incompatible avec, être sanctionné ou interdit par, ou exposer ladite Partie ou ses affiliés à des mesures punitives en vertu de toute loi, réglementation, décret, ordonnance, arrêté ou règle applicable de l'Union européenne (« UE »), de tout État membre d'El-J, du Royaume-Uni, des Nations Unies, des États-Unis d'Amérique, de Singapour ou de toute autre juridiction applicable aux Parties en matière de boycotts internationaux, de sanctions commerciales, de contrôles du commerce extérieur, de contrôles des exportations, de non-

Page 9 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Achat entre Surya Wings S.A.P. (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. Téléphone : 00243 987103374 362302700378140/2007

Dr. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRES LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI
AGREE & JURE, ORD 986/07
REP. DEM. DU CONGO

Lorsque l'exécution par une Partie de ses obligations serait contraire à une restriction commerciale, incompatible avec celle-ci ou exposerait cette Partie ou ses affiliés à des sanctions, cette Partie (ci-après dénommée la « **Partie affectée** ») doit, dans les meilleurs délais, notifier par écrit à l'autre Partie son incapacité d'exécuter ses obligations. La Partie affectée est alors en droit :

- Dans tous les cas, cette alternative doit être identique au mode de transport initialement proposé.

Page 10 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'Achat d'Entre-Sur-Marché (SMT) (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté Agréé et Jurée, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18/10/2007, Prés. du Tribunal de Lubumbashi. E-mail : willykoff@yaho.com, willykoff@yaho.com

la partie affectée énoncés aux points a, b et c ci-dessus et aura en outre le droit de résilier immédiatement le présent Accord sans aucune responsabilité.

Aucune disposition de la présente clause ne saurait limiter ou empêcher l'application de la théorie de la force majeure (y compris la frustration de l'objectif, de l'objet ou du Contrat).

22. CONFIDENTIALITÉ

Les parties conviennent de garder confidentiels l'existence et les termes du présent Accord, sauf si chaque partie en fait la demande d'un tribunal compétent, ou si la loi, la réglementation ou toute autorité gouvernementale ou réglementaire compétente l'exige, ou encore si elle le divulgue à ses sociétés affiliées, conseillers professionnels, auditeurs, assureurs, agents et/ou courtiers, ou dans le cadre d'un litige ou d'une procédure judiciaire ou arbitrale. Les obligations de confidentialité prévues au présent Accord demeurent en vigueur pendant deux ans après sa résiliation ou son expiration.

23. EXEMPLAIRES

Le présent Contrat peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun faisant foi, l'ensemble des exemplaires constituant le Contrat.

24. INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les parties et remplace et annule tous les accords, promesses, assurances, garanties, déclarations et ententes antérieurs, qu'ils soient écrits ou oraux, relatifs à son objet.

Chaque partie convient qu'elle ne disposera d'aucun recours concernant toute déclaration, affirmation, assurance ou garantie (faite innocemment ou par négligence) non stipulée dans le présent Accord. Aucune disposition du présent article ni d'aucun autre article du présent Accord visant à limiter ou exclure la responsabilité d'une partie ne saurait limiter ou exclure la responsabilité en cas de fraude.

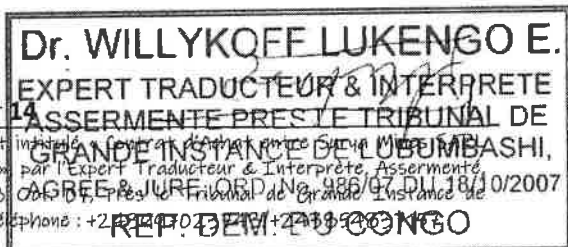
25. ABSENCE DE PARTENARIAT

Aucune disposition du présent Contrat n'a pour objet, ni ne saurait être interprétée comme ayant pour objet, d'établir un partenariat, une coentreprise ou toute autre association similaire entre les parties, de constituer une partie en qualité d'agent, de représentant légal ou d'employé d'une autre partie à quelque fin que ce soit, ou d'autoriser une partie à prendre des engagements pour le compte d'une autre partie. Chaque partie confirme agir pour son propre compte et non au profit d'un tiers.

26. NOTIFICATIONS

Toute notification ou autre communication adressée à une partie en vertu du présent Contrat ou en relation avec celui-ci doit être faite par écrit et en anglais et doit être :

Page 11 sur 14
Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé « Contrat d'achat entre Sura et Miba SABASHI (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES F&CO (Acheteur) » par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18/10/2007
Lubumbashi. E-mail : willykoff@chivo.fr, willykoff@unil.com, Téléphone : +243 970 23 211 / +243 970 23 212



- i. remise en main propre ou par service de messagerie express international à son siège social ou à l'adresse indiquée pour la partie dans le présent Contrat ou à son principal établissement ; ou
- ii. envoyée par courriel à :

Vendeur : rajesh@smdrc.com

Acheteur : bbp@lloyds.in

Aucune notification par courriel ne sera acceptée pour toute notification ou autre communication relative à la signification d'un acte de procédure, à la résiliation du présent contrat ou à une cession.

Toute notification ou communication sera réputée avoir été effectuée :

- a. si elle est remise en main propre, à la signature d'un accusé de réception ou au moment où elle est déposée à l'adresse indiquée.
- b. Si l'envoi est effectué par service de messagerie express international, la date de livraison (à l'heure enregistrée par le service de livraison) ;
- c. Si l'envoi est effectué par courriel, la date de livraison sera réputée effectuée,

Dans tous les cas, sauf si la livraison a lieu un jour non ouvrable ou après 17 h 00 (heure locale du destinataire) un jour ouvrable, auquel cas la livraison sera réputée effectuée le jour ouvrable suivant. Un jour ouvrable, aux fins des présentes, s'entend d'un jour calendaire autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié dans le pays et la région où le destinataire a son principal établissement.

27. DIVISIBILITÉ

Si une disposition (ou une partie de celle-ci) du présent Contrat est déclarée invalide, illégale ou inapplicable par un tribunal judiciaire ou arbitral compétent, ou devient invalide, illégale ou inapplicable en raison du respect par l'une ou l'autre des parties des lois applicables, elle sera réputée modifiée dans la mesure minimale nécessaire pour la rendre valide, légale et applicable. Si une telle modification est impossible, la disposition ou la partie de disposition concernée sera réputée supprimée. Toute modification ou suppression d'une disposition ou d'une partie de celle-ci en vertu de la présente clause n'affectera pas la validité et l'applicabilité du reste du présent accord.

28. RENONCIATION À L'IMMUNITÉ SOUVERAINE

Dans la mesure où une ou plusieurs parties pourraient, dans quelque juridiction que ce soit, revendiquer ou permettre qu'une personne ou une entité puisse revendiquer, pour elles-mêmes ou pour l'un de leurs organismes, entités, biens ou actifs, une immunité (qu'elle soit qualifiée de souveraine ou non, ou qu'elle découle d'un acte de l'État ou de la souveraineté) contre toute action, compensation, mesure provisoire, injonction, mesure d'exécution, exécution de tout jugement ou sentence arbitrale, saisie (que ce soit en vue de l'exécution, avant jugement ou autrement) ou contre toute autre procédure judiciaire, y compris, sans limitation, l'immunité de signification et l'immunité de juridiction d'un

Page 12 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé "Contrat de Vente" entre LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18/10/2007 du Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi. E-mail : willykoff@lloyd.com, willykoff@lloyd.com, Téléphone : +243 999 799 799

DR. WILLYKOFF LUKENGO E.
EXPERT TRADUCTEUR & INTERPRETE
ASSERMENTE PRE-LE TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI,
AGREE & JURE, ORD. No. 986/07 DU 18/10/2007

tribunal arbitral, chacune de ces parties renonce expressément et irrévocablement, dans toute la mesure permise par la loi, à toute revendication d'immunité qu'elle pourrait avoir actuellement ou acquérir ultérieurement pour son compte ou pour le compte de ses organismes, entités, biens ou actifs, y compris, sans limitation, ses comptes bancaires (actuels ou futurs, quel que soit leur emplacement).

29. SURVIE DU CONTRAT

Si, pour quelque raison que ce soit, le présent Contrat est résilié, cette résiliation ne portera pas atteinte aux droits, obligations ou responsabilités de chacune des parties qui ont été acquis à la date de la résiliation mais qui n'ont pas été exécutés ou acquittés, et toutes les parties du contrat qui y font référence ou qui s'y rapportent resteront, nonobstant la résiliation du Contrat pour quelque raison que ce soit, pleinement applicables.

30. DROITS DES TIERS

Une personne qui n'est pas partie au présent Contrat ne dispose d'aucun droit, en vertu de la loi de 1999 sur les contrats (droits des tiers), de faire appliquer une quelconque disposition du présent Contrat, sauf si cette personne est un cessionnaire et que la cession a été consentie conformément aux termes du présent Contrat. Les droits des parties de résilier, d'annuler ou de convenir d'une modification, d'une renonciation ou d'un règlement en vertu du présent Contrat ne sont pas subordonnés au consentement d'une autre personne.

31. MODIFICATION

Aucune modification du présent Contrat n'est valable à moins d'être établie par écrit et acceptée par les parties (ou leurs représentants autorisés).

32. RENONCIATION

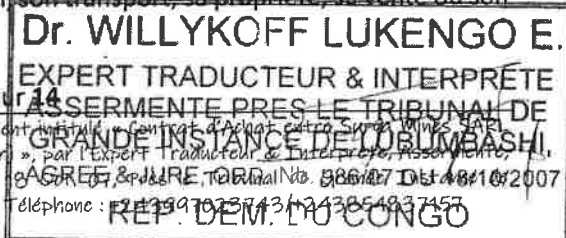
Le fait pour une partie de ne pas exercer ou de tarder à exercer un droit ou un recours prévu par le présent Contrat ou par la loi ne constitue pas une renonciation à ce droit ou recours, ni à aucun autre, et n'empêche ni ne limite son exercice ultérieur. L'exercice unique ou partiel d'un tel droit ou recours n'empêche ni ne limite son exercice ultérieur. Toute renonciation à un droit ou recours prévu par le présent Contrat ou par la loi n'est valable que si elle est faite par écrit et ne saurait être considérée comme une renonciation à tout manquement ou défaut ultérieur.

33. TAXES ET DROITS

Tous les montants mentionnés dans le présent Contrat s'entendent toutes taxes (y compris la TVA, la TPS ou toute autre taxe similaire), droits, impôts, frais, charges, retenues et autres contributions de toute nature perçus, imposés ou exigés par toute autorité gouvernementale ou locale du pays d'exportation sur le Produit fourni en vertu des présentes, ou sur son exportation, sa livraison, son transport, sa propriété, sa vente ou son utilisation (ci-après les « Taxes »).

Page 13 sur 14

Traduit & certifié conforme de l'Anglais en Français le document intitulé : « Contrat d'achat entre Sinochem S.A.E.I. (Vendeur) et LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO (Acheteur) », par l'Expert Traducteur & Interprète, Assermenté, Agréé et Juré, WILLYKOFF LUKENGO. Ord 986/07 du 18/06/07, Exp. No. 886/07 du 18/06/2007. Téléphone : 243997073743 / 243854937457



Afin d'éviter toute ambiguïté, les Vendeurs sont l'exportateur déclaré et, à ce titre, responsables de l'organisation de l'exportation du Produit depuis la RDC et de toutes les déclarations d'exportation nécessaires auprès des autorités douanières ou des autorités compétentes.

Signé par leurs représentants dûment autorisés :

POUR LE VENDEUR :

Par : Surya Mines SARL

Nom : Rajesh Kumar Maheshwari

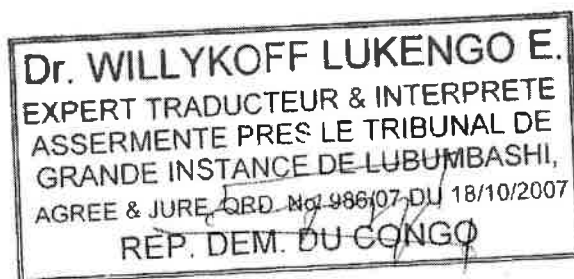
Fonction : Signataire autorisé

POUR L'ACHETEUR :

Par : LLOYDS Global Resources FZCO

Nom : Bharatlal P. Bhadurye

Fonction : Gérant



OFFTAKE AGREEMENT

1. PARTIES

SELLER

Surya Mines SARL
669 Av. Kimbangu Coin Kapenda,
Kiwele District, Lubumbashi Commune,
Lubumbashi, Haut Katanga, R.D. Congo

BUYER

LLOYDS GLOBAL RESOURCES FZCO
Unit No: 30-01-4824
Jewellery & Gemplex 3 Plot No:
DMCC-PH2-J&GPlexS
Jewellery & Gemplex
Dubai
United Arab Emirates

2. TERM

This Agreement shall come into force and effect on the above stated date.

Seller shall deliver the Quantity over the Term. The "Term" shall commence on the earlier to occur of (i) 30 March 2026 and (ii) the date upon which the Project is export ready (the "Start Date") and shall end on 30 October 2029 ("End Date").

In the event that the Seller is unable to deliver the Minimum Aggregate Quantity by the End Date, Seller shall have the option to extend the End Date to a date no later than 30 October 2030 to deliver the Minimum Aggregate Quantity.

Subject to the other provisions in this Agreement the Seller shall have no right to terminate this Agreement, for any reason, notwithstanding anything to the contrary specified within this Agreement, or for any reason at law, in equity, or otherwise.

3. PRODUCT

Seller shall deliver non-LME registered Copper Cathodes with minimum 99.99% Copper originating from the Surya Mines copper project (the "Project") in PE 754, Kambove Territory, Democratic Republic of Congo (the "Product").

The Product shall conform to the specification and quality requirements set out at Clause 5 below.



A handwritten signature or set of initials, possibly "S2625", written in dark ink.

4. QUANTITY

All of the Seller's equity entitlement to the Product from the Project over the Term, but in any event no less than 29,625 MT ("**Minimum Aggregate Quantity**").

The Quantity shall be delivered in multiple delivers evenly spread (subject to operational and logistical constraints) in accordance with the schedule set out below, unless otherwise agreed in writing between the parties.

Delivery Period	Quarterly Minimum Quantity (MT)
Start Date to 30 June 2026	750
1 July 2026 to 30 September 2026	1,500
1 October 2026 to 31 December 2026	1,500
1 January 2027 to 31 March 2027	1,500
1 April 2027 to 30 June 2026	1,875
1 July 2027 to 30 September 2027	1,875
1 October 2027 to 31 December 2027	1,875
1 January 2028 to 31 March 2028	1,875
1 April 2028 to 30 June 2028	1,875
1 July 2028 to 30 September 2028	1,875
1 October 2028 to 31 December 2028	1,875
1 January 2029 to 31 March 2029	3,750
1 April 2029 to 30 June 2029	3,750
1 July 2029 to 30 September 2029	3,750

5. QUALITY

The Product shall have a minimum copper content of 99.99% and shall conform to the chemical and physical specifications of Grade A copper cathodes as defined by the London Metal Exchange ("**LME**"), specifically under the LME Grade A Copper Cathode specification.

In the event the quality of the Product does not conform to the above specifications, both parties shall seek to agree an applicable discount on a case-by-case basis for such off-specification Product. Should both parties be unable to reach an agreement, the Buyer shall have the right to reject the Product and claim damages and costs.

6. DELIVERY

Seller shall deliver the Product to Buyer or its Assignee at the designated border of Democratic Republic of Congo ("**DRC**") on FCA basis (Incoterms 2020) (the "**Delivery Point**"). Seller shall provide the full address of the Delivery Point no later than 20 calendar days prior to intended loading at such Delivery Point.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Z. B. 26'.

The Seller shall load the Product onto the Buyer's trucks with loading costs from plant site for Seller's account and provide safe access to the trucks presented by Buyer to facilities at the Delivery Point for loading.

The Product will be packed in bundles secured by steel strips suitable and safe for long distance transportation.

7. NOMINATION

Sellers shall nominate the monthly quantity to be delivered to Buyer or its assignee/nominee no later than twenty-five (25) calendar days before the start of each month during the Term.

8. FINAL PRICE

The final price per metric tonne for the Product shall be calculated as follows:

$$\text{Final Price} = \text{Base Price} \pm \text{Alpha} - \text{CIF Discount Adjustment} - \text{Logistics Discount}$$

Where:

"Base Price" is the average LME Official cash settlement price for Copper Grade A for the applicable Quotation Period.

"Quotation Period" is either the month of M+1 or M+2, to be declared by the Buyer by the last day of each calendar year for the Product to be delivered in the following calendar year.

"M" is the actual month of delivery of the Product, as evidence by the truck loading list issued by the nominated transporter.

"Alpha" is the fixed premium or discount to applied to the Base Price. The Alpha to be applied for Products delivered in a calendar year shall be mutually agreed by the parties by no later 15 December of the prior year. In the event that parties are unable to reach a mutual agreement on the Alpha for a particular calendar year, the Alpha shall be the average bid and ask average side of the Monthly CIF Shanghai EQ Premium (Floating Premium) for Copper Grade A cathode EW as published by Fastmarkets or a recognised successor for the applicable Quotation Period;

"CIF Discount Adjustment" is:

- (a) The parties have mutually agreed a discount of USD 950 \$ per Mt of copper cathode delivered to the buyer on CIF basis towards Logistics discount, Quality discount and other administrative charges etc.,



3/14

#3121v2

9. **DETERMINATION OF QUALITY AND QUANTITY**

The Seller shall provide Buyer with its standard operating procedure for weighing, sampling and moisture determination, and such standard operating procedure shall be subject to Buyer's review and acceptance.

Weight recorded in Producer's Packing List and quality recorded in independent laboratory's Certificates of Assays, both to be provided by Sellers to Buyer under Clause 10 below, shall be final and binding for invoicing purposes only.

The weighing and sampling of the Product shall be supervised and verified by an independent inspector mutually agreed by the parties. Seller will ensure scales are calibrated with up-to-date calibration certificates to be shared by Seller upon Buyer's request. Buyer has right to request weighting operations to pause until scale recalibration is complete. The costs of the independent inspector shall be borne and paid for by the Seller.

The quality of the Product shall be determined by assay conducted by an independent laboratory mutually agreed by the parties, using representative samples taken in accordance with industry standards. The costs of the independent laboratory shall be borne and paid for by the Seller.

Buyer is entitled to challenge the quality of the Product delivered within 30 days from the date of the arrival of Product at Buyer's or the Buyer's customer's warehouse (or other facility) at the final discharge port. Upon written notification by Buyer, Sellers and Buyer will co-jointly appoint internationally recognized third party inspector (the "**Independent Inspector**") for sampling and assaying at Buyer's or the Buyer's customer's warehouse (or other facility) at the final discharge port. The results of such assaying shall be final and binding upon the parties. The costs of the sampling, analysis and any associated costs with segregating the impacted lots shall be borne by the Party against whom the Independent Inspector's results are determined.

Buyer is entitled to challenge the weight/quantity of the Product within 30 days from the date of the arrival of Product in Buyer's warehouse at the final discharge port. Should the difference in weight between the quantity invoiced by Sellers and the weight determined at Buyer's final destination exceed 0.15% then, upon written notification by Buyer, Sellers and Buyer will co-jointly appoint an internationally recognized third party inspector for re-weighting at Buyer's final destination. The result of such re-weighting to be final and binding upon the parties. The costs of the re-weighting and any associated costs with segregating the impacted lots shall be borne by the party against whom the independent inspector's results are determined.



10. PAYMENT

11.1 Buyer shall make payment of Final Price for each Invoice issued in relation to the Product in respect of delivery at DRC designated border.

Save as set out in this Agreement, payment for the Product shall be effected in US Dollar by means of telegraphic transfer. The Buyer's payment obligations shall be considered duly fulfilled at the moment of debiting of funds from the Buyer's bank account.

11.2 Payment for the Goods in accordance with this Agreement shall, subject to the receipt of the required compliant documents specified in the paragraph below.

11.3 The Seller shall present the following documents to the Buyer as soon as possible, but in any event before payment:

- a. Sellers' Provisional Invoice, the value of which will be calculated on the basis of LME – Cash Price averaged over 5 LME quotations days prior to date of the Provisional Invoice being issued (the "Provisional Price");
- b. Producer's Certificate of Origin;
- c. on the balance) to the other by telegraphic transfer within 3 business days after receipt of Sellers' invoice (or credit note) which must be issued within 3 business days of all final details required for calculation of the Final Price pursuant to Clause 9 becoming known. Producer's Certificates of Assays as witnessed by Buyer's surveyor if Buyer chooses to nominate;
- d. Producer's Packing List showing Bundles and Weights as witnessed by Buyer's surveyor if Buyer chooses to nominate.

When documents are ready after trucks are loaded, the Sellers will promptly provide, at Buyer's request, the Certificate of Origin issued by DRC Chamber of Commerce.

11. NON-BANKING DAYS

In the event that the payment due date is a Saturday or a New York Federal Reserve banking holiday other than Monday, payment shall be due on the previous New York Federal Reserve banking day. In the event that the payment due date is a Sunday or a Monday New York Federal Reserve banking holiday, payment shall be due on the following New York Federal Reserve banking day.



12. RISK AND PROPERTY

Risk and property in the Product delivered under this Agreement shall pass from Seller to Buyer when the respective truck carrying the Product leaves the Delivery Point.

13. FORCE MAJEURE

Neither the Seller nor the Buyer shall be liable for damages or otherwise for a failure, delay, hindrance, reduction in, interference with, curtailment or prevention of performance of its obligations under the Agreement insofar as that party proves that the failure was due to an impediment beyond its control including but not limited to:

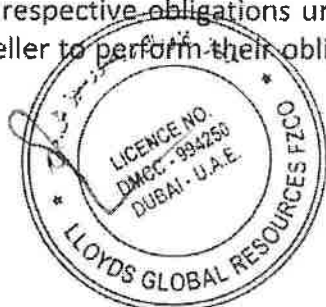
- a. war, whether declared or not, civil war, riots and revolutions, acts of piracy, acts of sabotage, terrorist threats or acts;
- b. natural disasters such as violent storms, cyclones, earthquakes, tidal waves, floods, destruction by lightning, perils of the sea, drought;
- c. explosions, fires, breakdowns or destruction of terminals and any of kind of installations, accident of mines or machinery, embargo or delay on railway or in the dock;
- d. epidemics (including without limitation any associated quarantine or other containment measures);
- e. any compliance with any law, regulation or ordinance, or with any order, demand or request of an international, national, port, transportation, local or other authority or agency (including the International Energy Agency ("IEA")) or of anybody or person purporting to be or to act for any such authority or agency or any corporation directly or indirectly controlled by any of them;

each a "Force Majeure Event".

The party whose performance is so affected shall notify the other party as soon as reasonably practicable indicating the nature of such Force Majeure Event and, to the extent possible, inform the other party of the expected duration of the Force Majeure Event.

The party seeking relief (the "Relying Party") shall as soon as reasonably practicable (within 24hrs, if possible) after the Force Majeure Event becomes known to it give notice in writing to the other party of such Force Majeure Event and the effects, or the reasonably anticipated effects, on its ability to perform in as much detail as possible and the appropriate relief sought, and of its intention to rely on this clause. The Relying Party shall use all reasonable endeavours to mitigate and overcome the effects of the Force Majeure Event and shall, during the continuation of the Force Majeure Event, provide the other party with reasonable updates, when and if available, of the extent and expected duration of the Force Majeure Event.

The parties' respective obligations under the Agreement shall be suspended and the time for Buyer and Seller to perform their obligations shall be extended during any period during which



6/14

A handwritten signature in black ink, appearing to be "J.B.P." or similar.

#3121v2

these obligations are prevented, hindered, curtailed or delayed by reason of any Force Majeure Event. If any of these obligations shall be prevented, hindered, curtailed or delayed for more than sixty (60) consecutive days, Buyer may terminate the delivery or deliveries affected upon written notice to the Seller, without prejudice to any rights and obligations of the parties which have accrued prior to the Force Majeure Event.

Nothing in this clause shall be taken to limit or prevent the operation of the Common Law doctrine of frustration (including frustration of the adventure, of purpose or of the Agreement).

14. ASSIGNMENT

The Buyer may assign or transfer its rights or obligations under this Agreement in full or in part, without the prior written consent of the Seller., the Buyer shall remain jointly and severally liable with the assignee or transferee for the full performance of its obligations under this Agreement unless otherwise agreed in writing.

15. LIMITATION OF LIABILITY

Notwithstanding any other provision of this Agreement, no party shall be liable to the others whether under this Agreement or otherwise in connection with it, whether in contract, tort (including in negligence), breach of statutory duty or otherwise (whether or not foreseeable and howsoever arising) in respect of (a) any indirect or consequential losses or expenses; and (b) to the extent not constituting indirect or consequential losses or expenses, any loss of anticipated profits, refinery or plant shut-down or reduced production, goodwill, use, market reputation, business receipts or contracts or commercial opportunities.

16. GOVERNING LAW

This Agreement and any dispute or claim arising out of or in connection with it, including any question regarding its existence, validity or termination and including non-contractual disputes or claims, shall be governed by and construed in accordance with English law.

17. ARBITRATION

Any dispute or claim arising out of or in connection with this Agreement, its subject matter, existence, validity, formation or termination and including non-contractual disputes or claims shall be referred to and finally resolved by arbitration in accordance with the Dubai International Arbitration Centre (DIAC) Rules as in force at the date of such arbitration, which are deemed to be incorporated by reference into this clause. Any arbitration commenced pursuant to this Clause shall be administered by the DIAC. The number of arbitrators shall be three (3). Each arbitrator shall have experience of commodity trading disputes. The seat, or legal place of arbitration shall be Dubai, UAE. The language to be used in the arbitration shall be English. For the avoidance of doubt this clause will not prevent either party from bringing proceedings in any other jurisdiction to obtain security or other interim or ancillary relief or to enforce any award of the arbitral tribunal.



7/14

#3121v2

In order to facilitate the comprehensive resolution of related disputes, arbitrations in relation to related claims between the parties under this Agreement and/or the Prepayment Facility shall be consolidated in a single arbitration (whether or not proceedings to resolve those disputes have yet been instituted).

18. OTHER TERMS

Otherwise, and where not in conflict with the terms of this Agreement, Incoterms 2020 to apply.

The parties to this Agreement each agree and undertake to the other that in connection with this Agreement, they will each respectively comply with and act in a manner consistent with all applicable laws, rules, regulations, decrees and/or official government orders.

The United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods of Vienna 1980 shall not apply to this Agreement.

19. ENVIRONMENTAL AND SOCIAL (E&S)

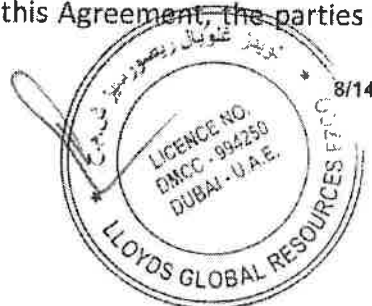
In connection with the performance of this Agreement:

- a. Each party represents, warrants and undertakes to the other party that it shall at all times comply with and act in accordance with all laws, regulations, decrees, ordinances, permits, orders and/or rules of any jurisdiction applicable to the Parties relating to health, safety, environment and human, labour and community rights; and
- b. Each Party undertakes to conduct its business in a manner:
 - i. consistent with International Human Rights Standards and Principles and to promote these standards and principles in its supply chain and to include, insofar as possible and where reasonable, provisions that are at least as onerous as those set out in this clause in its contracts with its direct suppliers and subcontractors;
 - ii. that seeks to prevent and minimise adverse human rights impacts.

"International Human Rights Standards and Principles" refers to internationally recognised human rights including those set out and/or referred to in the Universal Declaration of Human Rights (1948) and the International and the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights (2011).

Each party shall, upon reasonable request, provide the other party with all information and/or documents that are reasonably required to verify its compliance with the requirements of this clause.

In the event of any material breach of this clause by a party and such breach relates to matters directly linked to this Agreement, the parties shall cooperate (acting reasonably) in addressing



[Handwritten signature]

#3121v2

the issue promptly and effectively, with the aim of remedying the situation and preventing future violations. Any remedy(ies) shall be mutually agreed between the parties (acting reasonably). Such agreed remedy shall be the sole remedy available in the event of a material breach of this clause in relation to matters linked to this Agreement.

20. ANTI-CORRUPTION

The parties to this Agreement each agree and undertake to the other that in connection with this Agreement, they will each respectively comply with and act in a manner consistent with all applicable laws, rules, regulations, decrees and/or official government orders of the governments of the United Kingdom, European Union, United States of America, Singapore or other jurisdiction applicable to the parties relating to anti-bribery and anti-money laundering. If Buyer reasonably believes that Seller is in breach of any of its obligations under this clause, the Buyer may terminate the Agreement forthwith upon written notice (supported by reasonable evidence) to the Seller without prejudice to the Buyer's rights under this Agreement or generally.

21. TRADE CONTROLS

Notwithstanding anything to the contrary herein, neither Party shall be obliged to act in any way or to perform, and nothing in this Agreement is intended, or should be interpreted or construed as requiring or inducing a Party to act in any way or to perform any obligation otherwise required by this Agreement (including without limitation an obligation to (a) perform, accept, purchase, pay or receive monies to, from or through a person or entity, or (b) engage in any other acts) if this would be in violation of, inconsistent with, penalized or prohibited by, or expose such party or its affiliates to punitive measures under any applicable laws, regulations, decrees, ordinances, orders or rules of the European Union ("EU"), any EU member state, the United Kingdom, the United Nations, the United States of America, Singapore or other jurisdiction applicable to the parties relating to international boycotts, trade sanctions, foreign trade controls, export controls, non-proliferation, anti-terrorism or similar laws (the "Trade Restrictions").

Where any performance by a Party would be in violation of, inconsistent with, or expose the Such Party or its affiliates to punitive measures under a Trade Restriction, Such Party (being the "Affected Party") shall, as soon as reasonably practicable, give written notice to the other Party of its inability to perform. The Affected Party shall be entitled:

- a. immediately to suspend the performance of the obligation (whether a payment or performance obligation) until such time as the Affected Party may lawfully discharge such obligation; and/or
- b. where the inability to discharge the obligation continues until the end of the contractual time for discharge thereof or a period of 30 days (whichever is the shorter), to a full release from the obligation, provided that where the obligation relates to payment for goods which have already been delivered, the obligation shall remain suspended (without prejudice to



21020

- the accrual of any interest on an outstanding payment amount) until such time as the Affected Party may lawfully resume payment; and/or
- c. where the obligation is acceptance of the vessel, barge, truck, or other mode of transport (as relevant), to, or to require the other party to, nominate an alternative (save that the alternative must be the same mode of transport as initially nominated),

in each case without any liability whatsoever (including but not limited to any damages for breach of contract, penalties, costs, fees and expenses).

Further, each party warrants, both for itself and in respect of any of its Relevant Persons, that neither it nor any of its Relevant Persons are a Sanctioned Person. "Relevant Persons" means, in respect of a party, any of that party's servants or agents involved in the performance of this Agreement, which shall include, without limitation, any performing vessel procured by that party, the vessel's owners and any shippers or any receivers of the cargo sold pursuant to this Agreement. "Sanctioned Person" shall mean any person or entity or vessel: (i) located within, incorporated or organized under the laws of, or resident of, a country or territory which is subject to comprehensive sanctions promulgated by the EU, UK, or USA; or (ii) designated on a Sanctions List (as defined below) or (iii) owned, controlled, acting on behalf or for the benefit of the foregoing. "Sanctions List" means: the Specially Designated Nationals and Blocked Persons list maintained by the U.S. Treasury Department's Office of Foreign Assets Control (OFAC); or any equivalent list published by the UN; the European Union or His Majesty's Treasury of the UK; and/or any other similar list.

In the event that a party to this Agreement or any of that party's Relevant Persons is or becomes a Sanctioned Person, then the other party shall be deemed to be an Affected Party and, without prejudice to any of its other rights under this Agreement or at law, shall have all of the Affected Party's rights as set out at a, b and c above and shall have the further right immediately to terminate this Agreement without any liability whatsoever.

Nothing in this clause shall be taken to limit or prevent the operation of the doctrine of frustration (including frustration of the adventure, of purpose or of the Agreement).

22. CONFIDENTIALITY

The parties agree to keep confidential the existence and terms of this Agreement, save that each party may disclose the existence and terms of this Agreement pursuant to an order of any court of competent jurisdiction, or as may be required by any applicable law, regulation, or by any governmental or other regulatory authority having jurisdiction over the parties, or to any of its affiliates, professional advisors, auditors, insurers, agents and/or brokers or in connection with any dispute or court or arbitration proceedings. The confidentiality obligations contained in this Agreement shall survive the termination or expiry of this Agreement for a period of two years.



Handwritten signature

#3121v2

23. COUNTERPARTS

This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which shall constitute a duplicate original, but all the counterparts together shall constitute the Agreement.

24. ENTIRE AGREEMENT

This Agreement constitutes the entire agreement between the parties and supersedes and extinguishes all previous agreements, promises, assurances, warranties, representations and understandings between them, whether written or oral, relating to its subject matter.

Each party agrees that it shall have no remedies in respect of any statement, representation, assurance or warranty (whether made innocently or negligently) that is not set out in this Agreement. Nothing in this clause or any other clause in this Agreement which seeks to limit or exclude either party's liability shall limit or exclude any liability for fraud.

25. NO PARTNERSHIP

Nothing in this Agreement is intended to, or shall be deemed to, establish any partnership or joint venture or any other similar association between the parties, constitute any party the agent, legal representative or employee of another party for any purpose whatsoever, or authorize any party to make or enter into any commitments for or on behalf of another party. Each party confirms it is acting on its own behalf and not for the benefit of any other person.

26. NOTICES

Any notice or other communication given to a party under or in connection with this Agreement shall be in writing and in English and shall be:

- i. delivered by hand or by international courier delivery service at its registered office or at the address given for the party in this Agreement or its principal place or main place of business; or
- ii. sent by email to:

Seller: rajesh@smdrc.com

Buyer: bbp@lloyds.in

Notice by email shall not be permitted for any notice or other communication relating to the service of any proceedings, termination of this Agreement or assignment.

Any notice or communication shall be deemed to have been effective:

- a. if delivered by hand, on signature of a delivery receipt or at the time the notice is left at the proper address.



#3121v2

- b. if sent by international courier delivery service, when delivered (at the time recorded by the delivery service);
- c. if sent by email when delivered,

in each case unless delivered on a non-Business Day or after 5.00 pm (local time at the location of the recipient party) on a Business Day, in which case it shall be deemed to have been delivered on the next Business Day. Business Day for these purposes means a calendar day other than a Saturday, Sunday or a public holiday in the country and region in which the receiving party has its main place of business.

27. SEVERABILITY

If any provision (or part thereof) of this Agreement is declared invalid, illegal or unenforceable by a court or arbitral tribunal of competent jurisdiction or becomes invalid, illegal or unenforceable due to either party's compliance with applicable laws, it shall be deemed modified to the minimum extent necessary to make it valid, legal and enforceable. If such modification is not possible, the relevant provision or part thereof shall be deemed deleted. Any modification to or deletion of a provision or part thereof under this clause shall not affect the validity and enforceability of the remainder of this Agreement.

28. WAIVER OF SOVEREIGN IMMUNITY

To the extent that any one or more of the parties may in any jurisdiction whatsoever claim or permit to be claimed for itself or any of its agencies, instrumentalities, properties or assets, immunity (whether characterised as sovereign or otherwise, or as arising from an act of State or sovereignty) from suit, set-off, interim relief, injunction, enforcement action, execution of any judgment or arbitration award, attachment (whether in aid of execution, before judgment or otherwise) or from other legal process including, without limitation, immunity from service of process and immunity from the jurisdiction of an arbitral tribunal, each such party or parties hereby expressly and irrevocably waives and abandons absolutely to the fullest extent permitted by law any such claim to immunity which it may have now or may subsequently acquire on its behalf or on behalf of its agencies, instrumentalities, properties or assets, including but not limited to its bank accounts (present or subsequently acquired and wherever located).

29. SURVIVABILITY

If, for any reason, the Agreement shall be terminated then such termination shall be without prejudice to any rights, obligations or liabilities of either party which have accrued at the date of termination but have not been performed or discharged and any parts of the Agreement having any reference thereto or bearing thereon shall, notwithstanding the termination of the Agreement for any reason, continue in force and effect.



30. THIRD PARTY RIGHTS

A person who is not a party to this Agreement shall not have any rights under the Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 to enforce any term of this Agreement, save where the third party is an assignee and the assignment has been consented to pursuant to the terms of this Agreement. The rights of the parties to terminate, rescind or agree any variation, waiver or settlement under this Agreement are not subject to the consent of any other person.

31. VARIATION

No variation or modification of this Agreement shall be effective unless it is in writing and agreed by the parties (or their authorized representatives).

32. WAIVER

A failure or delay by a party to exercise any right or remedy provided under this Agreement or by law shall not constitute a waiver of that or any other right or remedy, nor shall it prevent or restrict the further exercise of that or any other right or remedy. A single or partial exercise of such right or remedy shall not prevent or restrict the further exercise of that or any other right or remedy. A waiver of any right or remedy under this Agreement or by law is only effective if given in writing and shall not be deemed a waiver of any subsequent breach or default.

33. TAXES AND DUTIES

All amounts referred to in this Agreement are inclusive of any taxes (including VAT, GST or similar), duties, imposts, fees, charges, withholdings and dues of every description charged, imposed or levied by any governmental or local authority in the country of export on the Product supplied hereunder, or on its export, delivery, transportation, ownership, sale or use (hereafter "Taxes").

For avoidance of doubt, Sellers shall be the exporter of record and as such responsible for arranging for the export of the Product from the DRC and all necessary export declaration with the customs authority or similar authorities.



Signed by their duly authorized representatives:

FOR SELLER:

By: Surya Mines SARL

Name: Rajesh Kumar Maheshwari

Title: Authorized Signatory



FOR BUYER:

By: Llyods Global Resources FZCO

Name: Bharattal P. Bhadiys

Title: Manager

A handwritten signature of Bharattal P. Bhadiys is written over the stamp.

